

Raison et conviction : L'engagement de Michel Wieviorka (avec la collaboration d'Alexandra Laignel-Lavastine), Paris, Les éditions Textuel, 1998, 173 p.

Linda Cardinal

Volume 19, Number 1, 2000

Mouvements sociaux, enjeux institutionnels et démocratisation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040214ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040214ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Cardinal, L. (2000). Review of [*Raison et conviction : L'engagement de Michel Wieviorka (avec la collaboration d'Alexandra Laignel-Lavastine), Paris, Les éditions Textuel, 1998, 173 p.*] *Politique et Sociétés*, 19(1), 176–178.
<https://doi.org/10.7202/040214ar>

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Raison et conviction : L'engagement

de Michel Wieviorka (avec la collaboration d'Alexandra Laignel-Lavastine), Paris, Les éditions Textuel, 1998, 173 p.

Dans ce livre, Michel Wieviorka, spécialiste des mouvements sociaux en France et responsable du Centre d'analyse et d'intervention sociologique à l'École des Hautes Études en Sciences sociales à Paris, a invité quatre auteurs, intellectuels de gauche et représentants de causes particulières en France : Serve Moscovici (écologie), Nicole Notat (syndicalisme), Pierre Pachet (antitotalitarisme) et Michelle Perrot (féminisme) à réfléchir sur l'engagement aujourd'hui. Toutefois, M. Wieviorka prend soin de poser les paramètres du débat. Ainsi, le livre s'ouvre sur un texte théorique de sa part, suivi des réflexions de ses quatre invités.

Les nombreuses questions que pose M. Wieviorka semblent être le signe d'une nouvelle ère de l'engagement qui caractériserait dorénavant l'action civique en France. S'opposant à l'idée de la fin des engagements, l'auteur propose de montrer que « tout n'est pas décomposition et vide social » (p. 11). Il considère que de nouveaux acteurs en France cherchent à « inventer de nouveaux rapports sociaux, de nouvelles manières de vivre ensemble » (p. 12). Or, ce n'est pas vers le monde intellectuel et politique qu'il faut se tourner, mais bien vers la base, « là où associations et syndicats constituent le terreau de la vie collective, dans les quartiers, dans les entreprises de terrain » (p. 14). Peu originale, la proposition semble toutefois trouver preneurs. De plus, M. Wieviorka trouve une dimension féconde aux mobilisations portant sur les enjeux culturels ou identitaires en France, incluant les questions de genre et d'homosexualité. Il refuse toutefois l'étiquette de communautariste pour décrire cette mouvance. Ainsi, au cœur de la réflexion de M. Wieviorka se loge une critique du modèle français d'intégration à la républicaine. Malgré lui, il revient toutefois à l'engagement des intellectuels, qu'il voit aussi en plein changement, porté par de nouvelles orientations plus réformistes et pragmatiques, s'opposant à la logique traditionnelle du refus pour embrasser davantage une logique de construction. De toute évidence, l'auteur éprouve le besoin de se positionner dans le débat sur l'engagement si ce n'est pour expliquer ses prises de positions critiques à l'égard du vaste mouvement de protestation de 1995 en

France. Le spécialiste de l'action se fait politicien et se justifie dans la tradition classique des débats entre intellectuels en France, cette même tradition que M. Wiewiorka semble rejeter comme nouveau modèle d'engagement.

Parmi les textes qui suivent, celui de Michelle Perrot est de loin le plus intéressant. L'auteure fait la généalogie des idées d'intervention et d'engagement. La première idée vient de la prise de parole par les intellectuels et naît avec la possibilité de penser une voie alternative, alors que la seconde procède de l'identification des intellectuels à une cause et à des acteurs. La cause qu'ils épousent est celle du social et ses acteurs, d'abord le peuple et ensuite la classe ouvrière. M. Perrot situe aussi l'affaire Dreyfus comme le moment du passage de l'intervention à l'engagement. Toutefois, elle considère que Mai 1968 et les actions d'un Michel Foucault annoncent une nouvelle forme d'engagement opposant l'intellectuel universel au savant expert. Or, rappelle-t-elle, le savant ne peut se substituer au citoyen : « les problèmes de la cité sont tels que chacun doit en prendre sa part » (p. 82).

Dans le même ordre d'idées que M. Perrot, Serge Moscovici s'interroge sur la figure de l'intellectuel engagé et ce qu'il en reste. Le texte est assez court mais mordant. S. Moscovici réfléchit à partir de son propre engagement au sein des mouvements écologistes. Même démarche de la part de Pierre Pachet qui propose une analyse critique de son engagement au sein de divers comités auxquels il a participé soit en vue de la défense des Juifs de l'ex-URSS, de Salman Rushdie soit pour la sauvegarde des accords d'Oslo. P. Pachet explique comment le travail en comité oblige à rompre avec l'héritage communiste, dont l'appel aux masses et l'attente du grand soir, et à adopter une démarche plus centrée sur des questions d'efficacité et de pouvoir. En d'autres mots, percevant le travail en comité comme une nouvelle forme d'engagement qui ne veut plus bouleverser le monde, P. Pachet décrit le travail que nécessite un type d'action davantage axé sur le dialogue avec « l'ennemi », le contact avec les médias, le pragmatisme. Toutefois, il reconnaît que le travail en comité n'est pas toujours aussi efficace que souhaité. En bout de parcours, il considère que l'essentiel pour les personnes qui se consacrent à une cause dans un comité est leur « désir d'apprendre, de découvrir, d'essayer, de considérer la vie politique et la vie publique comme un domaine d'expérimentation dont personne ne maîtrisait par avance les secrets » (p. 137). Enfin, un dernier texte de Nicole Notat, célèbre pour son engagement au sein de la Confédération française et démocratique du travail (CFDT), raconte comment cette dernière a modifié son approche du syndicalisme afin de faire face aux diminutions du nombre d'adhérents pendant les années 1980 et aux exigences des nouveaux travailleurs souvent plus scolarisés, n'ayant pas d'expériences politiques préalables ou ne s'identifiant pas au modèle classique du militant. N. Notat est optimiste quant à la nouvelle forme de syndicalisme de la CFDT et considère que ce dernier ne doit pas uniquement servir à dire non, mais qu'il doit aussi être un mouvement de solidarité et de négociations.

Bref, ce petit livre cherche à se situer dans le débat concernant l'engagement en insistant sur la fin du modèle révolutionnaire. Or, est-ce qu'on doit pour autant associer la redéfinition de l'engagement révolutionnaire, qui est en cours, avec la fin de l'intellectuel-expert? Existe-t-il toujours un espace en France pour une vie intellectuelle qui tente de donner sens au monde et non uniquement au militantisme? Le fait que M. Wieviorka ait demandé à quatre intellectuels de présenter leur analyse de l'engagement ne témoigne-t-il pas encore de leur importance dans la vie publique française? Que celui-ci devient davantage expert, efficace ou autre, c'est toujours de l'intellectuel qu'il est question, de quoi rendre jaloux bien des Nord-Américains! Lorsque l'on pense aux récents travaux de Robert Putnam ou de Theda Skocpol sur la vie civique aux États-Unis ainsi qu'aux critiques de la république procédurale de Michael Sandel, il paraît pertinent de comparer les discours sur le thème de l'engagement des deux côtés de l'Atlantique. Il semble que la France et l'Angleterre ne vivent pas les formes de désengagement dont nous serions témoins en Amérique du Nord, particulièrement aux États-Unis, mais également au Québec, selon les récents travaux de Gary Caldwell et de Paul Reeds (voir *Inroads*, n° 8, 1999). Serait-ce que la référence à la vie civique a toujours un sens en Europe, alors qu'elle a été complètement vidée de son contenu en Amérique du Nord?

Linda Cardinal
Université d'Ottawa